

**Iran - États-Unis - Union
européenne - Déclaration de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à son arrivée au conseil affaires
étrangères**

(Luxembourg, 16 octobre 2017)

En ce qui concerne la France et la réunion de ce matin, le sujet le plus important est la question de la prolifération à la suite de la décision du président Trump de ne pas valider la certification de la mise en oeuvre du plan d'action conjoint. Cette décision n'est pas conforme à ce que nous constatons, à ce que constate l'AIEA. La chancelière, la Première ministre britannique et le président Macron ont eu l'occasion vendredi de le faire savoir. Nous souhaitons que le Congrès ne remette pas en cause cet accord car la prolifération est un tout, et la non-prolifération est un élément majeur de la sécurité dans le monde. Un acte de rupture serait extrêmement dommageable et nous pensons également que les Iraniens doivent non seulement respecter cet accord, qui à cette heure est respecté, mais aussi faire preuve de modération dans les propos, car il reste avec l'Iran des grands sujets de discussions que ce soit dans le programme balistique ou dans la manière de se comporter de l'Iran sur les questions régionales. Il n'empêche que le plan d'action conjoint est un accord majeur dans le cadre de la lutte contre la prolifération et nous souhaitons vraiment qu'il soit respecté. C'est un sujet que nous allons aborder ensemble. Nous souhaitons vraiment que l'Union européenne fasse aussi pression sur le Congrès pour que le Congrès américain ne remette pas en cause cet accord.

Il y a aussi la question nord-coréenne toujours autour de la prolifération. Il importe que ce pays ne puisse accéder à l'arme nucléaire et, pour cette raison, nous allons soutenir la mise en oeuvre de sanctions supplémentaires, européennes, aujourd'hui. Merci./.